

LECO

de la semaine

07 au 13 Décembre 2024



SOMMAIRE

Projet base toliara - Quatre mille emplois à pourvoir.....	2
CEO SUMMIT - Des objectifs ambitieux pour l'économie régionale	2
Partenariat – “Les relations économiques entre Madagascar et la France restent solides”, estime l'ambassadeur Arnaud Guillois	3
Une production annuelle de 960 000 tonnes d'ilménite de prévue pour Base Toliara une fois son exploitation lancée.....	3
Import-export : Le déficit commercial gagne en profondeur.....	4
Employabilité : Des métiers d'avenir proposés aux jeunes	5
Électrification rurale : Les services publics s'améliorent à Ambohimahasoa.....	5
Classement mondial : Madagascar, parmi les 20 pays les plus pauvres au monde	6
Développement de la pêche : Madagascar signe un accord avec la PFOI.....	7
Consommation : Flambée des prix du riz.....	7
Marchés publics : Le MAPS II pour la bonne gouvernance et l'efficacité du système	8
Programme ODOF : Lancement d'un concours national pour des projets de miellerie et de cidrerie	8
PRIRTEM 1 : Focus sur les impacts durables du projet, pour l'année 2025.....	9
Économie bleue : Essor de la pisciculture dans le Grand Sud.....	9
Réformes structurelles : 120 millions de dollars pour la mutation du monde rural.....	10
Forum économique du secteur privé : Ce sera un événement « spécial Madagascar », selon Laou-Po Wing Wilfrid, président de la FCCIM	11
Accès aux marchés : 165 millions USD du FAD pour les infrastructures dans le Sud.....	12
Partenariat : Convention pour la gestion des déchets entre BNI Madagascar et STCV	13
Production aquacole : Les besoins nationaux estimés à environ 307.000 tonnes.....	14
Investissement du Fida : Plus d'un milliard USD depuis 1979	14
Développement économique : Le secteur privé et l'État consolident leur partenariat.....	14
Climate Show : Conscientiser les jeunes sur le changement climatique.....	15
Tourisme : Les croisières vont s'amuser à Tolagnaro.....	16
État – secteur privé : Un objectif de 7% de taux de croissance annuel, dans les 15 prochaines années.....	16
Volobe Amont : Lancement des travaux pour désenclaver les communes rurales autour du projet.....	17

Projet base toliara - Quatre mille emplois à pourvoir

IRINA TSIMIJALY | 07 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Suspendu depuis 2019 en raison de préoccupations fiscales, sociales et environnementales, le projet Base Toliara redémarre suite à la levée de la suspension.

Reprise du projet. Après la levée de la suspension des activités du projet Base Toliara par le Conseil des ministres le 27 novembre 2024, les travaux reprennent leur cours. Des négociations approfondies ont été menées avec le gouvernement malgache, accompagnées de discussions avec les habitants de la région.



Les problèmes à l'origine de cette suspension concernaient principalement les taxes, ainsi que les impacts sociaux et environnementaux. « Si le projet reprend aujourd'hui, cela signifie que ces points ont été validés », a affirmé Jean Bruno Ramahefarivo, directeur général des affaires externes de Base Toliara, lors de la conférence de presse tenue hier au siège de Base Toliara, dans le bâtiment MCB à Ivandry.

Dans le cadre de ce projet, environ quatre mille emplois directs et indirects seront créés, dont deux mille postes dédiés aux activités minières et mille à mille cinq cents autres pour les sous-traitants et emplois induits. Cependant, malgré le potentiel minier élevé de

Madagascar, le pays manque d'ingénieurs et de techniciens spécialisés. « Nous allons maximiser l'emploi local, en privilégiant d'abord les habitants de Toliara, puis les Malgaches, et enfin les étrangers », a précisé le directeur. Selon lui, les inquiétudes des populations locales étaient à l'origine de l'arrêt du projet en 2019. « Mais je tiens à souligner que sur les plans médical et environnemental, les habitants de Toliara n'ont aucune raison d'être réticents », a-t-il ajouté.

Suite des travaux

Pour rappel, le projet Base Toliara a été initié en 1997. L'entreprise a obtenu son permis d'exploration en 1999, ses permis d'exploitation en 2012, et son permis environnemental et social en 2015, accompagné d'un cahier des charges strict. Désormais aligné avec les dispositions du nouveau Code minier promulgué en 2023, le projet représente un investissement total de 770 millions de dollars US (plus de 3 500 milliards d'ariary), ce qui en fait le plus grand projet minier à Madagascar depuis plus d'une décennie. Depuis l'arrêt du projet en novembre 2019, les pertes ont été d'environ 1 à 3 millions de dollars par an sans mentionner les pertes matérielles. À partir de maintenant, les travaux reprendront progressivement : formation des futurs employés, avec un programme spécifique pour cinq cents cadres, poursuite des travaux sociaux, comme la construction de centres de santé et d'établissements scolaires, organisation de discussions avec les habitants de Toliara II, dont Ankilimanilike et Tsianisia, au cours des quatorze prochains mois. « Tout sera fait conformément aux engagements pris et dans le respect de la loi », a déclaré le président durant cette conférence.

CEO SUMMIT - Des objectifs ambitieux pour l'économie régionale

IRINA TSIMIJALY | 07 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le « CEO Summit 2024 », qui s'est tenu au Novotel Alarobia, a été marqué par une rencontre fructueuse pour les leaders de la région de l'océan Indien.

La rencontre s'est achevée sur une note positive. Le rendez-vous des grands leaders de l'océan Indien, le « CEO Summit 2024 », s'est clôturé hier, au Novotel, Alarobia. Le bilan des deux jours de discussions s'avère satisfaisant. La participation des intervenants a été marquante : alors que trois cent un participants étaient initialement attendus, plus de cinq cents personnes ont assisté à l'événement. Parmi eux, environ quatre cents provenaient majoritairement des îles voisines.

Durant ces deux journées, de nombreux sujets ont été abordés pour améliorer l'environnement des affaires dans l'océan Indien. Les principaux thèmes concernaient la dynamisation du commerce régional et la promotion d'une économie commune dans cette zone géographique

stratégique. À travers des partages, des panels, des témoignages de grands dirigeants de l'océan Indien, cinq axes prioritaires ont émergé des débats. Ces propositions seront soumises aux chefs d'État lors de leur sommet prévu en 2025. L'objectif sera d'analyser ces idées et d'envisager les fondations nécessaires pour construire une économie partagée dans la région.

Volonté politique

La mise en œuvre d'une telle initiative ne devrait pas être insurmontable, mais elle exige une forte volonté politique de la part des dirigeants concernés. La coopération entre les pays de la région repose sur un partenariat multidimensionnel et inclusif. Parmi les projets envisagés, on peut citer la création d'un label régional, « Made in Ocean »,

pour garantir la qualité et promouvoir les produits issus des pays de l'océan Indien.

Un autre aspect clé pour faciliter cette intégration économique réside dans l'amélioration de la mobilité, tant maritime qu'aérienne, et dans le développement des infrastructures de transport. Ces éléments sont essentiels pour renforcer les échanges commerciaux et accélérer la croissance économique régionale. « Presque tous les objectifs proposés durant cet événement sont réalisables, même à court terme », a affirmé le président du syndicat Tiana

Rasamimanana. Certaines des idées peuvent être mises en œuvre dans un délai relativement court. Par exemple, le secteur du tourisme figure parmi les priorités identifiées pour stimuler la croissance. Les projets sélectionnés dans ce domaine sont jugés réalisables rapidement, ce qui permettrait de générer des bénéfices concrets à court terme. En conclusion, la collaboration entre les pays de l'océan Indien s'annonce prometteuse, à condition que les efforts conjoints soient soutenus par une vision commune et une mobilisation effective des ressources.

Partenariat – “Les relations économiques entre Madagascar et la France restent solides”, estime l'ambassadeur Arnaud Guillois

07 DÉCEMBRE 2024 | 2424.MG

Antananarivo, 7 Décembre, 18h55 – Au beau fixe. Les relations économiques entre Madagascar et la France restent solides. C'est ce qu'a assuré l'ambassadeur Arnaud Guillois, en marge de la clôture du sommet des leaders de l'Océan Indien, CEO Summit, vendredi.

Le diplomate français indique d'abord que les échanges commerciaux entre les deux pays ont déjà dépassé le milliard d'euros, à l'avantage de la Grande île. Il indique, pour appuyer son propos, que la balance commerciale de ces échanges penche en faveur de Madagascar.

En matière d'investissement, l'ambassadeur Arnaud Guillois met en avant la forte présence d'entreprises françaises qui sont déjà en activité à Madagascar, dans le domaine bancaire, hôtelier, ou encore dans les infrastructures de transports.

“Nous souhaitons qu'il y ait davantage d'investissements français au pays car Madagascar a un besoin de financements internationaux extrêmement important. Le potentiel de la Grande île dans tous les domaines est très important. Et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous faisons venir des entreprises françaises à Madagascar pour qu'elles puissent se renseigner sur le marché”, soutient l'ambassadeur.

Mais attirer les investissements nécessite des cadres qui devraient leur être favorables. “Il faut naturellement que l'environnement des affaires soit optimal non seulement pour les entreprises françaises, mais également pour les entreprises malgaches mais aussi pour toutes les entreprises internationales”, plaide l'ambassadeur. “Nous ne demandons pas de droit de priorité”, tenait par ailleurs à préciser Arnaud Guillois. Bien que “tout ne soit pas simple”, le diplomate français note “un certain nombre de progrès faits pour améliorer le climat des affaires” et qui est, d'après ses explications, “très important”.

La France continue d'ailleurs de contribuer au développement des relations économiques franco-malgaches, selon l'ambassadeur Arnaud Guillois. Il cite alors les contributions antérieures de son pays, notamment dans la mise en place de la Maison des entrepreneurs à Madagascar, le financement par l'Agence française de développement (AFD) de la formation de centaines de jeunes malgaches dans le domaine du tourisme, du développement durable ou de l'hôtellerie. De même pour l'organisation de rencontres avec les conseillers du Commerce extérieur de la France, ou les réunions des membres de la Chambre du commerce et d'industrie France-Madagascar.

Une production annuelle de 960 000 tonnes d'ilménite de prévue pour Base Toliara une fois son exploitation lancée

07 DÉCEMBRE 2024 | 2424.MG

Antananarivo, 7 Décembre, 13h05 – Base Toliara balance du lourd. Son projet d'exploitation de sable minéralisé à Ranobe devrait lui permettre de produire annuellement 960 000 tonnes d'ilménite, d'après ce qu'a avancé son directeur général, Jean Bruno Ramahefarivo. Mais il faudra également compter les 66 000 tonnes de zircon et les 8 000 tonnes de rutile qui seront extraits de ce gisement chaque année, selon l'étude de faisabilité définitive de ce projet.

La récente combinaison d'Energy Fuels avec Base Resources, la maison-mère de Base Toliara, prévoit également la production de 28 000 tonnes de monazite par an, à partir du recyclage des déchets obtenus lors du

traitement des sables minéralisés provenant de ce site d'exploitation. Toutefois, la valorisation de la monazite nécessite des autorisations supplémentaires afin d'être ajoutée au permis d'exploitation de Base Toliara.

Jean Bruno Ramahefarivo apporte par ailleurs des précisions sur cette combinaison entre les deux compagnies. Base Resources fait maintenant partie du groupe Energy Fuels, et s'occupe des exploitations minières de cette société américaine pour des produits de sables minéralisés, comme l'ilménite et la monazite, explique-t-il. Energy Fuels mise alors sur l'acquisition de Base Resources afin de mieux gérer les projets miniers comme celui de Base

Toliara, le projet de sable minéral de Bahia au Brésil et le développement du projet de Donald en Australie.

«La combinaison avec Energy Fuels nous donne plus d'envergure au niveau international. La course à l'approvisionnement des minéraux critiques qui sont vraiment indispensables pour la transition énergétique est très importante. Nous faisons maintenant partie de cette chaîne d'approvisionnement mondial», se félicite Jean Bruno Ramahefarivo.

Base Toliara estime d'ailleurs que la demande des minéraux critiques comme l'ilménite, le zircon ou le rutile, qu'elle aura à exploiter devrait s'accroître à moyen et long terme. Ce sont des minerais à multiples usages industriels, tels que les pigments dans la peinture et le papier,

la production de titane métallique et les céramiques. La monazite, pour sa part, est nécessaire à la fabrication de batteries de véhicules électriques. Base Toliara soutient alors que «la valorisation de ce produit renforce l'importance stratégique du gisement de Ranobe et accroît significativement la valeur du projet et ses retombées positives pour Madagascar».

Base Toliara rappelle que sur la durée de vie initiale de sa mine qui est de 38 ans, son projet devrait générer plus de 23 000 milliards d'ariary, soit environ 5 milliards de dollars. Il s'agit de l'ensemble des revenus gouvernementaux directs et de ses investissements sociaux communautaires.

Import-export : Le déficit commercial gagne en profondeur

ERIC RANJALAHY | 09 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une balance commerciale déficitaire au profit des importations en valeur. Les chiffres récents disponibles n'ont établi aucune amélioration de cet indice important de la macroéconomie.

Un équilibre à trouver. La baisse sensible du volume des importations de riz blanc n'a pas pesé lourd dans la balance commerciale. Les statistiques en témoignent. « La valeur FOB [Free On Board] des importations de Madagascar a atteint 1 939,4 millions de dollars durant les six premiers mois de 2024. Les recettes d'exportations, avec la même unité de mesure, ont été évaluées à 1 219,4 millions de dollars au même moment. Par une simple soustraction, Madagascar a enregistré un déficit commercial de 720,2 millions de dollars durant cette période sous revue », selon les dernières estimations publiées par la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM).

Un gap financier abyssal qui, sans aucun doute, a eu des répercussions sur les variations des taux de change sur le marché interbancaire des devises, où l'ariary a perdu des points essentiels face au dollar et à l'euro. La monnaie européenne, depuis la semaine dernière, a rebondi jusqu'à 4 924 ariary après une période de stagnation d'un mois en deçà des 4 800 ariary.

Baisses simultanées

L'inquiétude s'amplifie avec une autre constatation peu rassurante. « Le déficit commercial de Madagascar s'est accentué durant cette période, d'après la Banque centrale, avec ces 720,2 millions de dollars qui correspondent à 4,1% du PIB du pays. Le déficit se situait encore à 370,8 millions de dollars, soit 2,3 % du PIB, durant le premier semestre de 2023 », précisent les données de la BFM.

Dans un essai d'explication de cette balance commerciale déficitaire, la BFM « rapporte des baisses simultanées de la valeur des exportations et des importations de Madagascar ». La BFM note au passage que la contraction des exportations de biens a été plus forte par rapport aux importations durant la période sous revue.

En détail, toutes ces fluctuations se traduisent par « des recettes d'exportations s'élevant à 1 219,2 millions de dollars au premier semestre de 2024, contre 1 689,8 millions de dollars en 2023, représentant une baisse de

27,9 %. Les importations CAF [Coût, Assurance et Fret] ont, pour leur part, diminué de 7,2 % durant cette période, pour un total de 2 116,0 millions de dollars au premier semestre de 2024, contre 2 279,8 millions de dollars sur la même période en 2023 ».



Qu'en sera-t-il de l'année à venir ? D'après les projections de la BFM, épinglées dans le document de performance annexé au Projet de loi de finances (PLFI) 2025, déjà adopté en tant que loi par les deux Chambres du Parlement, « le déficit commercial de Madagascar devrait s'établir à 1 063 milliards d'ariary. La valeur (FOB) de ses importations est prévue s'élever à 3 142,6 millions de dollars et la valeur (FOB) de ses exportations à 2 079,6 milliards d'ariary ». Un peu difficile à comparer avec l'ariary et le dollar comme unités de compte.

Toutes ces indications justifient les efforts à faire pour transformer les matières premières locales en produits finis par l'industrialisation, l'augmentation de la production rizicole nationale, et la diversification des produits exportés, plus compétitifs sur le marché international avec un ariary dévalué.

Employabilité : Des métiers d'avenir proposés aux jeunes

MIALISOA IDA | 09 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Fonction publique promeut l'employabilité des jeunes à travers des octrois de formations et de développement de compétences par la filière huile essentielle.

En quête d'emploi. « La filière huile essentielle joue un rôle déterminant dans la création de richesse et d'emplois à Madagascar », a souligné la ministre du Travail, de l'Emploi et de la Fonction publique (MTEFoP) Hanitra Fitiavana Razakaboana lors de la signature d'un accord stratégique, vendredi dernier, entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Fonction Publique (MTEFoP) et le GEHEM (Groupement des Exportateurs d'Huiles Essentielles et Extraits de Madagascar) à l'hôtel Le Pavé Antaninarenina. En effet, « Les huiles essentielles représentent une richesse inestimable pour la Grande île. Leur valorisation ne se limite pas à la création de revenus, mais contribue également à la création d'emplois pour les jeunes et au développement local », a-t-elle ajouté.



Cependant, elle reste confrontée à des défis majeurs, notamment en matière de formation, de développement des compétences et d'amélioration des conditions de travail. Ainsi, des initiatives sont lancées afin de promouvoir des actions concrètes pour soutenir la

professionnalisation et la modernisation du secteur, tout en s'assurant que les normes nationales et internationales soient respectées. Si actuellement plus de cinq cent mille familles vivent de la filière huile essentielle, l'objectif est d'augmenter ce nombre à travers des formations professionnalisantes, que ce soit pour ceux qui veulent monter leur propre entreprise ou travailler dans une société de cette filière.

Très prisés

En fait, les produits issus de ces plantes médicinales et aromatiques sont très prisés pour leurs applications dans divers domaines, à savoir médicinal, cosmétique et thérapeutique. Grâce à leurs vertus reconnues, les huiles essentielles ont connu une forte demande durant la pandémie de Covid-19 en 2020, consolidant ainsi leur position sur les marchés internationaux.

Les acteurs concernés par cette filière pourront bénéficier d'un renforcement de capacités tout en valorisant les ressources naturelles du pays. Ainsi, « ce partenariat est conçu comme un vecteur de croissance inclusive qui garantit que les bénéfices de la filière profitent à l'ensemble de la société, notamment aux communautés locales et aux jeunes en quête d'emploi ou d'opportunités entrepreneuriales », déclare Andrandraina Rasolonjatovo, Président du Conseil Administratif du GEHEM.

Pour le ministère, il s'agit de promouvoir des politiques économiques qui valorisent les ressources naturelles tout en répondant aux objectifs de création d'emplois. À travers la signature de l'accord, les deux entités travailleront ensemble pour créer de nouveaux emplois, améliorer les conditions de travail et développer l'entrepreneuriat.

Électrification rurale : Les services publics s'améliorent à Ambohimahaso

ANDY RAFIDIMANANA - MIANGALY RALITERA | 09 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Changement capital. Des communes du district d'Ambohimahaso, dans la région Matsiatra Ambony, se sont développées, depuis l'électrification des zones rurales de ce district, grâce à la centrale hydroélectrique de Sahatona, construite avec le projet Rhyviere II du Gret. L'électricité a amélioré, particulièrement, les prestations des services publics. « Auparavant, nous utilisions une lampe à pétrole ou des bougies pour éclairer la salle d'accouchement ; actuellement, nous avons des lampes électriques, ce qui résout beaucoup de choses. Par ailleurs, nous n'avons plus de difficulté à conserver les vaccins et certains médicaments qui ont besoin d'être placés dans un frigo », témoigne Haingotiana Tomboarimalalanirina, chef

du centre de santé de base (CSB) niveau II à Sahatona, vendredi.

Au niveau de la commune, les actes d'état civil sont désormais rédigés sur ordinateur, et non plus sur une machine à écrire. Ce qui accélère la délivrance de ces documents administratifs. Jean Willy Andriamparany, adjoint au maire par intérim de la commune Sahatona, note, en outre, la baisse de l'insécurité depuis l'installation des éclairages publics. Dans cette commune, 60 % des ménages sont déjà électrifiés par cette centrale hydroélectrique.

Les trois groupes de cette centrale produisent 1 600 kilowatts. Elle approvisionne en électricité les communes de Vohiposa, Camp Robin et Sahatona. « Le reste de l'énergie non consommée par ces communes est injecté

au réseau interconnecté de Fianarantsoa », indique Harry Merrill Ranasy, responsable du site Hydro Ingénierie Étude Résilience (Hier) à Sahatona. « Avec la baisse du niveau de l'eau, en cette période sèche, seuls deux groupes sur trois fonctionnent », ajoute Harry Merrill Ranasy. Malgré cette baisse, il n'y aurait pas encore de délestage dans ces trois communes. « Un seul groupe suffit à approvisionner

en électricité les trois communes », précise ce technicien. Pour pérenniser cette infrastructure et pour faire face à la baisse du niveau d'eau, le Gret coordonne un volet environnemental. Des services environnementaux sont mis en œuvre entre Hier et la structure Raisaha pour assurer la protection du bassin versant.

Classement mondial : Madagascar, parmi les 20 pays les plus pauvres au monde

EDMOND R. | 09 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Le défi pour la relance économique de Madagascar n'est pas facile à relever. Victime d'instabilité politique à répétition, la Grande Ile continue de vivre dans la pauvreté absolue.

Les statistiques publiées ces dernières années placent Madagascar dans le top 20 des pays les plus pauvres au monde. Mais l'espoir d'un lendemain meilleur est permis car les perspectives pour les prochaines années sont plutôt encourageantes.

Cercle vicieux

Selon les données officielles de la Banque mondiale, le PIB de Madagascar est estimé à 16,03 milliards de dollars en 2023. Le taux de pauvreté dépasse les 80% de la population. Dans les différents classements des États les plus pauvres au monde, Madagascar se retrouve parmi un certain nombre de pays africains comme le Libéria, le Malawi, le Niger, le Mozambique, le Burundi, le Sud Soudan, le Burkina Faso, la Gambie, le Tchad, la République Centrafricaine, la Sierra Leone... Un rapport publié en 2024 sur la pauvreté à Madagascar, indique notamment que « Madagascar est enfermé dans le cercle vicieux de la pauvreté depuis des décennies et risque de ne pas en sortir si les conditions d'une croissance partagée et soutenue ne sont pas mises en œuvre ». Le rapport précise qu'en 2022, 75,2 % de la population nationale était pauvre : 79,9 % dans les zones rurales et 55,5 % dans les zones urbaines. « Alors que la pauvreté rurale a légèrement diminué au cours de la décennie, la pauvreté urbaine a connu une augmentation significative de 31,5 %. Cette augmentation a été particulièrement spectaculaire dans les villes secondaires, où la pauvreté est passée de 46 % à 61 % ». Toujours selon la Banque mondiale, cette montée en flèche de la pauvreté urbaine peut être attribuée à divers facteurs, particulièrement la diminution des opportunités économiques, la détérioration de l'environnement des affaires et le manque d'investissement dans l'éducation, la santé et l'infrastructure urbaine. « La pandémie de Covid-19 et une série de cyclones ont exacerbé la pauvreté urbaine, entraînant des pertes d'emploi et des baisses de revenus parmi les ménages urbains. La migration lente mais continue des zones rurales vers les zones urbaines en raison de la grande pauvreté, de la fécondité élevée et de la vulnérabilité aux chocs a aggravé le problème ».

Possible embellie

Mais la donne pourrait changer et tendre vers une amélioration de la situation. En effet, selon toujours les prévisions de la Banque mondiale, « la croissance devrait s'accélérer pour atteindre une moyenne de 4,6 % sur la période 2024-2026, impulsée par des effets de base favorables, d'opportunités commerciales et touristiques accrues et d'un nouvel élan pour l'investissement privé à la suite de réformes structurelles percutantes dans des secteurs clés tels que l'exploitation minière, les télécommunications et les technologies numériques, ainsi que du climat d'investissement ».



La loi de finances initiale pour 2025, mise également sur une possible embellie économique, avec une prévision de croissance de 5% tirée notamment de la mise en œuvre de projets structurants sur deux secteurs prioritaires comme l'autosuffisance alimentaire et l'énergie ainsi que d'une meilleure gestion et coordination des financements extérieurs. Sur ce point d'ailleurs, le pays continue de bénéficier de la confiance des bailleurs de fonds internationaux. À commencer par le FMI, avec qui, Madagascar, rappelons-le, opère un programme de réformes, financé par la Facilité élargie de crédit et qui fait office de robinet pour les financements des autres partenaires techniques et financiers.

Développement de la pêche : Madagascar signe un accord avec la PFOI

ARH. | 09 DÉCEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Un accord de coopération a été signé entre le gouvernement malgache, sous l'égide du Premier ministre Christian Ntsay et l'entreprise Pêche et Froid de l'Océan Indien (PFOI), le 6 décembre au chantier du PFOI à Antsiranana. Cet accord approuvé lors du Conseil des ministres du 27 novembre, prévoit l'exploitation de deux navires malgaches pour la pêche au thon dans les eaux nationales, estimée entre 9.000 et 12.000 tonnes par an. Cette initiative vise à renforcer la pêche locale, créer des emplois et générer des recettes fiscales substantielles, estimées à 5 milliards d'ariary par an.

Parallèlement, plusieurs projets de développement verront le jour, notamment la création de centres de formation professionnelle à Antsiranana, l'octroi de bourses annuelles pour dix étudiants et l'entretien des navires Secren. Dix moteurs pour la pêche artisanale seront également mis à disposition des pêcheurs locaux.

Le Premier ministre a rappelé qu'Antsiranana était destinée à devenir un port de pêche aux normes internationales dès les années 1990. « Cet accord est une première étape pour atteindre cet objectif ambitieux », a-t-il affirmé. La vision du gouvernement consiste à moderniser le secteur et atteindre une production de 30.000 tonnes en cinq ans.

Consommation : Flambée des prix du riz

MIANGALY RALITERA | 10 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le riz est en passe de devenir un produit de luxe. Les prix du kilo des variétés de riz local et de riz importé ne cessent d'augmenter chez les épiciers du quartier à Antananarivo, ces dernières semaines. Des commerçants au détail dans le centre-ville et dans les périphéries vendent le kilo de Makalioka à 3 600 ariary, de vary gasy entre 3 300 et 3 400 ariary, selon les variétés, et le riz de luxe à 3 700 ariary, cette semaine. « Ces prix ont augmenté de 200 ariary par kilo, par rapport à il y a deux semaines », témoigne sous couvert d'anonymat, un épicier à Ambohimangakely, hier. Des grossistes de riz à Anosibe, qui vendent le kilo de Makalioka à 3 440 ariary, le prix du vary gasy à 3 200 ariary, contre 3 100 ariary et 2 600 ariary, il y a encore quelques semaines, parlent de « crise du riz ».

Différence

Ces commerçants associent cette saison à la période de hausse du prix du riz. Frédéric, grossiste de riz local, témoigne que les prix du riz n'ont jamais été aussi élevés. « Un sac de 50 kilos de riz Manalalondo, je le vends à 160 000 ariary, en ce moment », s'exclame-t-il. Effectivement, si on compare le prix de ce mois de décembre à celui de décembre 2023 dans la région d'Analamanga, selon le bulletin mensuel de la Cellule de l'Observatoire du riz, de décembre 2023, il y a une grande différence. Le prix moyen du kilo de riz blanc local a été de 2 877 ariary chez les grossistes et de 3 140 ariary chez les détaillants, dans la ville d'Antananarivo, en décembre 2023.

« La première saison du riz (ou « vary aloha ») a connu un retard, faute de pluie. Cela a des répercussions sur la production de certaines variétés de riz. Par ailleurs, dans certaines régions qui ont déjà bénéficié de pluie, le mauvais état des routes a eu un impact sur le coût du transport des produits », indique le directeur général du Commerce auprès du ministère de l'Industrie et du Commerce, Isidore Razanakoto.

Il tient à rassurer, cependant, la population. « Nous disposons de stocks suffisants de riz importé. Mais nous encourageons toujours les importateurs à importer, d'autant plus que l'Inde a déjà donné son feu vert pour la reprise de l'exportation de riz », ajoute la source. Par ailleurs, les commissaires et les contrôleurs du commerce effectueraient des descentes pour contrôler les prix des produits de première nécessité, afin d'éviter les spéculations, en cette période de fête.



« Le riz est devenu comme une banque, à Ambatondrazaka. Des producteurs n'en vendent que lorsque cela leur est nécessaire, car ils ne peuvent pas encore repiquer. C'est ce qui explique cette hausse du prix du riz, actuellement », raconte un grossiste sur le marché d'Anosibe. Cette même source raconte que le riz importé se fait rare sur le marché, actuellement. « Le riz de luxe, similaire au Makalioka, s'épuise très vite. Nos stocks ne suivent pas le rythme de la demande », ajoute la source.

Marchés publics : Le MAPS II pour la bonne gouvernance et l'efficacité du système

EDMOND R. | 10 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Les objectifs spécifiques de la MAPS II, une méthodologie d'évaluation du système de marchés publics, sont d'évaluer la qualité et l'efficacité des systèmes de marchés publics et d'élaborer des stratégies de réformes sur la base des forces et des faiblesses identifiées.

Lancée en juillet dernier, la MAPS II, qui bénéficie de l'appui de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement, est passée hier à une autre étape avec la tenue d'un atelier de restitution.

Standards internationaux

L'événement, qui a été présidé par la ministre de l'Économie et des Finances Rindra Hasimbelo Rabarininarison et a vu la participation des représentants des départements ministériels et des bailleurs de fonds, parties prenantes à la méthodologie, était une occasion de mettre à jour et de clarifier les différents aspects du système en vue de sa validation. Une manière, en somme, d'évaluer les forces et les faiblesses ainsi que les risques du processus, afin de doter l'Administration d'un système de passation de marchés plus fluide, plus efficace et plus crédible. Il s'agit, comme l'a indiqué la ministre de l'Économie et des Finances, d'instaurer la bonne gouvernance des marchés publics en conformité avec les standards internationaux. Faut-il en effet rappeler que la MAPS II vise à évaluer et à améliorer les systèmes de passation de marchés publics, fournissant un outil commun permettant d'analyser les informations portant sur les aspects essentiels d'un système particulier ? Aussi bien la Banque mondiale que la BAD, les deux partenaires de la MAPS II ont réitéré, hier, leur volonté d'appuyer Madagascar dans l'amélioration du système de marchés publics. Une bonne disposition quand on sait que les partenaires techniques et financiers sont étroitement liés aux marchés publics qui jouent un rôle très important dans l'économie nationale. En effet, entre 7% et 20% du PIB national passe, chaque année, par des contrats passés sous marchés publics.

Nettement amélioré

Cette lourdeur administrative est d'ailleurs, l'une des raisons qui ont amené le gouvernement malgache à initier les réformes pour une meilleure gestion des finances publiques et pour une bonne gouvernance en réponse au pilier 3 de la Politique générale de l'État (PGE). Les

travaux restitués lors de la cérémonie serviront ainsi de base à l'instauration d'un système nettement amélioré de marchés publics. Une rénovation qui passera également par une révision de la loi sur les marchés publics. Les réformes prévues dans la MAPS II impliquent également le secteur privé qui est aussi le premier partenaire de l'État dans les marchés publics. Olga Rasamimanana, représentante du Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM), a promis, dans son intervention, que le secteur privé fera preuve de beaucoup plus d'implication et d'interactivité dans le processus de la MAPS.



En tout cas, grâce aux formations dispensées par un consultant international MAPS, les parties prenantes à la méthodologie connaissent mieux les principaux cadres internationaux de passation de marchés. Pour ne citer, entre autres, que la loi type de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International sur les marchés publics (2011), les directives de l'Union européenne sur la passation de marchés publics (2014) et les cadres de passation de marchés utilisés par les banques. Une étape de plus vers la bonne gouvernance.

Programme ODOF : Lancement d'un concours national pour des projets de miellerie et de cidrerie

EDMOND R. | 10 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Le ministère de l'Industrialisation et du Commerce multiplie les initiatives pour le déploiement des unités industrielles entrant dans le cadre du programme One district one factory (ODOF).

Un appel à projet est lancé pour des projets de cidrerie et de miellerie. Le concours s'adresse aux potentiels porteurs de projets pour ces deux secteurs qui bénéficient du programme ODOF, destiné, rappelons-le, à la

transformation locale des produits de consommation. Le MIC appelle ainsi les opérateurs locaux à présenter leur projet pour gérer des unités industrielles de production de cidre et de miel. Le concours entre dans le cadre de la

semaine du l'entrepreneuriat. L'inscription peut se faire aux adresses email suivantes jusqu'au 13 décembre à 16 heures : concoursprojetodofgew24@gmail.com et contact.odof2024@gmail.com.

Valeur ajoutée

À noter que l'appel à projet s'adresse aux entreprises formelles. Une manière en somme pour le MIC de sensibiliser les entreprises du secteur informel à se formaliser. On rappelle que le programme ODOF vise à créer de la valeur ajoutée et à favoriser les activités

productives en milieu rural. En effet, les unités industrielles ODOF ont le mérite de devenir d'importantes débouchées pour les produits agricoles. Par ailleurs, le ministère de l'Industrialisation et du Commerce procède actuellement au suivi et à l'appui des usines ODOF opérationnelles. En les aidant notamment à devenir des fournisseurs des enseignes de la grande distribution. Pour en revenir au concours national, les gagnants seront connus début 2025 en même temps que la remise des deux usines de miellerie et de cidrerie.

PRIITEM 1 : Focus sur les impacts durables du projet, pour l'année 2025

ANTSIA R. | 10 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Le Comité de pilotage (CPP) du Projet de renforcement et d'interconnexion des réseaux de transport d'énergie électrique à Madagascar (PRIITEM 1) a tenu sa huitième réunion annuelle au Bureau de la cellule d'exécution du projet à Alasora, vendredi dernier. Cette rencontre stratégique, dédiée à la planification pour 2025, a marqué un pas décisif dans l'avancement de ce projet essentiel pour l'avenir énergétique de Madagascar.

de l'engagement collectif des parties prenantes à œuvrer pour un réseau électrique moderne, interconnecté et résilient, au bénéfice de la population Malgache », a déclaré un représentant du comité.

Recommandations

La réunion a également été l'occasion pour les membres du CPP de proposer des recommandations spécifiques à leurs domaines d'expertise. Ces échanges ont mis en lumière des solutions pour accélérer les procédures administratives et techniques, optimiser l'allocation des ressources disponibles, et améliorer la coordination des actions entre les parties prenantes. Cette démarche participative renforce la cohésion entre les acteurs publics, privés et techniques, garantissant une exécution fluide et efficace des actions prévues. À noter que PRIITEM 1 vise à transformer les infrastructures électriques de Madagascar en modernisant et en interconnectant les réseaux de transport d'énergie pour améliorer la fiabilité de l'approvisionnement, en renforçant l'accès à l'énergie pour favoriser un développement économique inclusif, et en réduisant les pertes énergétiques grâce à des infrastructures plus performantes. Ces actions auront des retombées durables sur la vie quotidienne des Malgaches, contribuant à la résilience énergétique du pays, tout en soutenant son ambition de porter l'électrification à 70% d'ici à 2030.



Au cœur des discussions figurait le Plan de travail et budget annuel (PTBA) 2025, qui a été analysé, discuté et validé à l'unanimité par les membres du comité. Cette étape clé a permis de fixer les priorités pour l'année à venir, tout en garantissant une parfaite adéquation avec les objectifs stratégiques du PRIITEM 1. « Cette session témoigne

Économie bleue : Essor de la pisciculture dans le Grand Sud

ANTSIA R. | 10 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

La pisciculture s'impose dans les stratégies de développement durable. À travers des formations gratuites, de nombreuses initiatives visent à autonomiser les communautés locales, à promouvoir la sécurité alimentaire et à créer des opportunités économiques.

Deux événements récents dans les régions d'Ihorombe et d'Anôsy illustrent ces efforts ambitieux. Le 6 décembre 2024, dans le fokontany Andranomasy, commune rurale de Sahambano, district d'Ihosy, une formation pratique en pisciculture a rassemblé 36 participants. Organisée dans le cadre des efforts régionaux pour développer les

activités aquacoles, cette session s'est concentrée sur les bases de la pisciculture, l'élevage de poissons en rizière, ainsi que la fabrication et la gestion de l'alimentation pour poissons. Les participants ont également exploré des sites potentiels pour la pisciculture, montrant une motivation palpable à s'investir dans ce secteur. Selon ses

promoteurs, ces formations visent à accroître la production de poisson dans une région où cette ressource reste sous-exploitée, tout en offrant une solution concrète à la malnutrition et au chômage.

Approche durable

Dans la région d'Anôsy, 31 étudiants et enseignants de l'École de Management et d'Innovation Technologique (EMIT) de Taolagnaro ont participé à une formation sur l'élevage de carpes et de tilapias du 5 au 7 décembre 2024 à Libanona. Organisée par la Direction régionale de la Pêche et des Ressources halieutiques (DRPEB) Anôsy, cette formation visait à donner aux participants les compétences pour développer des projets piscicoles, à répondre à une demande croissante sur le marché local et surtout à contribuer à la lutte contre la malnutrition dans la région. Les deux premiers jours ont été consacrés à des ateliers théoriques en salle, tandis que la dernière journée a permis

de visiter des exploitations piscicoles à Ankà, commune d'Ampasy Nahampoana. Ces visites, soutenues par des partenaires tels que l'ONG Aquatic Service et l'entreprise Fish Farm Anôsy, ont donné aux participants une vision concrète des opportunités offertes par cette activité.

Avenir prometteur

L'engouement pour la pisciculture dans le sud de Madagascar reflète le potentiel de ce secteur à transformer les communautés rurales. En créant des emplois, en répondant à une demande croissante de produits halieutiques et en contribuant à la sécurité alimentaire, ces initiatives renforcent les bases d'une économie bleue durable et inclusive. Avec l'implication croissante des autorités locales, des institutions de formation et des partenaires privés, la pisciculture s'affirme comme un pilier du développement dans les régions d'Ihorombe et d'Anôsy, et au-delà.

Réformes structurelles : 120 millions de dollars pour la mutation du monde rural

ERIC RANJALAHY | 12 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Un énième projet pour changer le paradigme de la manière de penser et de concevoir l'agriculture et l'élevage à l'échelle nationale. Le coup d'envoi a été donné au Carlton avant-hier.

Cette fois-ci, tout a été imaginé et appréhendé pour réussir. Mardi dans la matinée, a été lancé de manière officielle au Carlton Anosy « le Programme de renforcement de l'entrepreneuriat durable et de soutien à l'insertion économique des jeunes ruraux » ou PROGRES. Étala sur huit ans et mis en œuvre dans douze régions de Madagascar, celui-ci bénéficie d'un financement à hauteur de 120 millions de dollars, dont 83,5 millions de dollars de la part du Fonds international de développement agricole (FIDA).

Très enthousiaste dans son discours d'ouverture de cette cérémonie, François Sergio Hajarison, ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, a soutenu avec ferveur que « le lancement de ce programme marque une étape décisive, un tournant presque historique dans la transformation de l'agriculture à Madagascar. Il devrait permettre de relever certains défis structurels du pays, comme la pauvreté rurale persistante, un accès limité aux infrastructures de base, une vulnérabilité climatique accrue ou encore des opportunités limitées pour les jeunes ».

Spécificités

Il n'a pas eu tout à fait tort dans ses convictions. Quand les objectifs attendus du « PROGRES » ont été dévoilés lors de sa présentation par Sajo Sesy, coordonnateur national du PROGRES, dans le concret: « cinquante mille emplois créés, soixante-quinze mille jeunes formés à la maîtrise des ficelles de l'agro-business, dix mille jeunes femmes auront un accès sécurisé à la terre pour éviter les litiges fonciers, cent dix mille cinq cents ménages améliorant leur situation nutritionnelle, soixante-huit installations de commercialisation, de transformation et de stockage à construire ou à réhabiliter, 40 kilomètres de piste rurale et

de sentiers battus à rouvrir et 1 842 hectares de superficies aménagées à travers des infrastructures hydroagricoles. En tout, cent trente mille ménages ruraux vivant dans la précarité la plus absolue et des personnes en situation de handicap en seront les bénéficiaires. Dans les régions Androy, Atsimo Andrefana, Anosy, Atsimo Atsinanana, Vatovavy, Fitovinany, Bongolava, Melaky, Menabe, Ihorombe, Haute-Matsiatra et Amoron'i Mania. » François Sergio Hajarison a mis l'accent sur le fait que « les spécificités de ce programme sont en phase avec les orientations globales du Programme général de l'État. En l'occurrence, l'amélioration des revenus des paysans, agriculteurs et éleveurs, la clé pour réduire la pauvreté rurale, dans l'optique de lutter sur la durée contre la malnutrition chronique qui sévit dans la majorité de ces douze régions ciblées, et l'atteinte de la souveraineté alimentaire ».



« La meilleure manière d'investir à Madagascar, c'est d'investir dans la population jeune. Nous réitérons alors notre intérêt et notre engagement à continuer à travailler aux

côtés du gouvernement malgache, de manière générale, et particulièrement avec le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage dans ce sens », tenait à souligner Rostand Olinga Biwole, directeur pays du FIDA à Madagascar. Un partenaire financier qui a déjà injecté pas moins d'un

milliard de dollars au profit des projets de développement à Madagascar, dix-huit opérations depuis 1979. Avec un portefeuille actif de 505 millions de dollars. Des mannes financières vraiment tombées du ciel.

Forum économique du secteur privé : Ce sera un événement « spécial Madagascar », selon Laou-Po Wing Wilfrid, président de la FCCIM

EDMOND R. | 12 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Organisé conjointement par la Fédération des Chambres de commerce et d'industrie de Madagascar (FCCIM) et la Chambre de commerce et d'industrie Genève Antananarivo CCIGA, le Forum économique du secteur privé, intitulé « Madagascar, terre d'opportunités » se tiendra à Genève (Suisse), les 02 et 03 mai 2025. Des opérateurs économiques malgaches feront donc le déplacement en Suisse, dans le but d'établir, avec des investisseurs étrangers, des partenariats financiers, technique et commercial. Laou-Po Wilfrid, président de la FCCIM nous en parle

MIDI Madagasikara : Tout d'abord, pourquoi un Forum économique à Genève ?

LPWW : Genève est le centre de l'Europe. Elle est aussi la capitale des affaires. Si nous voulons donc aller à la recherche de partenaires européens, la ville de Genève est idéale pour se donner un rendez-vous professionnel avec les investisseurs étrangers. La France qui est notre partenaire historique est juste à côté. L'Allemagne, l'Italie, la Belgique... ne sont pas loin. Donc, le choix de Genève n'est pas fortuit.



MM. : Comment choisir les opérateurs malgaches ? Y-a-t-il des critères de sélection ?

LPWW: Tout d'abord, je tiens à rappeler que l'objectif du Forum est de faire découvrir aux potentiels partenaires étrangers, les opportunités d'investissements à Madagascar, d'une part, et de permettre aux opérateurs malgaches de présenter leurs projets respectifs, en vue d'un partenariat mutuellement fructueux, d'autre part. Afin

d'atteindre cet objectif, surtout pour cette première édition à Genève, nous avons sélectionné cinq secteurs d'activités, les plus prometteurs, à savoir le tourisme, l'agribusiness, les mines, les petites industries et l'artisanat. Évidemment, les participants venant de Madagascar doivent être des professionnels, opérant dans ces cinq secteurs d'activités et ayant, dans leurs bagages, des projets, bien élaborés, réalisables et à fort potentiel de rentabilité. À part ces critères professionnels, il ne faut pas oublier que la participation au Forum n'est pas gratuite. Les informations sur les conditions de participation peuvent être consultées dans le site web de l'événement.

MM. : Cela ne va-t-il pas créer des frustrations chez les opérateurs malgaches opérant dans d'autres secteurs ?

LPWW : Bien au contraire. Le fait de sélectionner les secteurs d'activités, au début de l'organisation, permet justement d'éviter cette frustration. Cela motive davantage les opérateurs malgaches, étant donné que la plupart des participants étrangers que nous, FCCIM et notre partenaire en Suisse, la CCIGA, ciblons et invitons au Forum, sont à priori des professionnels, opérateurs ou investisseurs, issus de ces cinq secteurs. Cette démarche sélective facilitera l'organisation de la séance B2B, dont l'objet consiste à mettre en relation les opérateurs malgaches et étrangers. De toute façon, en termes de participants malgaches, notre objectif n'est pas du tout quantitatif. Notre satisfaction sera grande, si deux-tiers des participants malgaches au Forum de Genève, rentrent au pays avec des projets de collaboration en vue.

MM. : Qu'allez-vous donc faire pour les autres investisseurs étrangers qui ne sont pas dans ces secteurs d'activités, mais qui sont aussi attirés par des opportunités à Madagascar ?

LPWW : Rassurez-vous, ils ne sont pas en reste. Bien que les cinq secteurs d'activités soient mis en avant dans la communication, nous pouvons affirmer d'ores et déjà que beaucoup de professionnels, individuels ou représentants de groupements ou associations, viendront participer à cet événement. Le thème évocateur du Forum, « Madagascar, terre d'opportunités », est éloquent pour les inciter à venir. D'ailleurs, les différentes conférences portant surtout sur les opportunités d'investissement à Madagascar, sont programmées à l'intention de ces investisseurs. Cela devrait les intéresser à plus d'un titre, car la présentation des opportunités à Madagascar sera faite par des ministres responsables et hauts techniciens de l'administration malgache.

MM. : Le Forum est un événement économique du secteur privé. Devrait-on toujours avoir besoin des ministres ou des hauts techniciens de l'Administration publique pour convaincre les étrangers de venir à Madagascar ?

LPWW : Nous sollicitons et souhaitons vivement la présence au Forum des ministres et hauts techniciens de l'administration. Leur présence est indispensable, car non seulement elle rassure les investisseurs étrangers, mais elle témoigne aussi de la volonté du gouvernement malgache de faire avancer le pays. Bref, un événement de ce genre, organisé en dehors du territoire malgache, constitue toujours une occasion, et non des moindres, pour promouvoir Madagascar. C'est pour cela que nous avons inséré dans le programme du Forum, les rencontres individuelles des Ministres avec les investisseurs étrangers qui projettent d'investir à Madagascar.

MM. : Êtes-vous confiant sur le fait que le Forum de Genève puisse susciter réellement l'intérêt du secteur privé suisse ?

LPWW : On l'espère et on s'y prépare en mettant en œuvre toutes les dispositions pour attirer le maximum de partenaires suisses et d'autres pays européens. La preuve : nous sommes encore à six mois de l'événement, et pourtant, depuis plusieurs semaines, nous, FCCIM et notre partenaire d'organisation à Genève, en l'occurrence la CCIGA, et des membres de la diaspora malgache en Suisse, sommes déjà à pied d'œuvre. Nous avons une seule ambition, celle de faire de ce Forum de Genève un événement spécial Madagascar. La CCIGA fait de son mieux pour mobiliser les organisations professionnelles, aussi bien publiques que privées, et autres associations du secteur privé en Suisse, sans oublier la presse locale pour la couverture médiatique de l'organisation. Face à l'implication motivée de la diaspora malgache en Suisse, nous ne pouvons que rester optimistes quant à la réussite du Forum de Genève.

MM. : En tant que président de la FCCIM, comment allez-vous convaincre les opérateurs économiques de participer au Forum de Genève ?

LPWW. La mission n'est certes pas facile, mais elle n'est pas impossible. Les avantages de la participation à un tel événement ne sont plus à démontrer. C'est une évidence. Reste seulement à savoir, si les opérateurs économiques, surtout ceux qui sont dans les régions, seront suffisamment informés et sensibilisés quant à l'importance de cet événement. Mais dans ce cas, je ne m'en soucie pas trop, car la FCCIM, qui regroupe en son sein 24 Chambres réparties dans tout Madagascar, est le plus grand réseau national du secteur privé. J'espère que chaque Chambre par circonscription jouera pleinement son rôle en matière de sensibilisation et d'information de ses membres. Enfin, on ne peut ignorer le volet financier de la participation au Forum, lequel constitue un critère non négligeable, sinon déterminant pour la décision des opérateurs à Madagascar. Je souhaite à ce que les organismes techniques rattachés au ministère ou les organismes d'appui des bailleurs de fonds aident ces opérateurs à supporter ensemble les charges de participation auxquelles ils devraient faire face avant le départ.

Accès aux marchés : 165 millions USD du FAD pour les infrastructures dans le Sud

ANTS A R. | 12 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Il s'agit d'un prêt accordé par le Guichet de financement concessionnel du Groupe de la BAD (Banque africaine de développement) à Madagascar pour mettre en œuvre la troisième phase du Projet d'aménagement de corridors et de facilitation du commerce.

Le Conseil d'administration du Fonds africain de développement (FAD) – guichet de financement concessionnel du Groupe de la BAD – a approuvé hier à Abidjan un prêt concessionnel de 165 millions USD, pour financer un projet stratégique pour le développement du Sud de Madagascar. Ce projet vise à désenclaver cette région agricole riche, en ouvrant des corridors de transport reliant le Sud au reste de la Grande-île et au continent

africain, tout en améliorant les échanges commerciaux entre les ports de Tuléar et de Beira. Solomon Quaynor, vice-président de la BAD en charge du Secteur privé, de l'Infrastructure et de l'Industrialisation, a souligné l'impact crucial de ce projet sur la transformation socio-économique du Sud de Madagascar : « L'amélioration des infrastructures routières ne consiste pas seulement à construire des routes, mais à ouvrir des voies vers de nouvelles

opportunités économiques et sociales. Ce projet reliera les communautés rurales aux marchés, aux services de santé et à l'éducation, et favorisera le commerce tout en offrant des perspectives d'emploi aux femmes et aux jeunes. »

Favoriser le commerce. Le projet prévoit l'aménagement et le bitumage de la route nationale 55 (RNT55), reliant Bevoay à Morombe sur 78 kilomètres, ainsi que la réhabilitation de plusieurs ouvrages d'art, dont le dédoublement du pont de Manombo sur la route nationale 9 (RN9). Deux nouveaux ponts de deux voies sur 460 mètres seront également construits pour connecter ces deux axes routiers stratégiques. Adam Amoumoun, responsable du

bureau pays de la BAD à Madagascar, a précisé que le projet favorisera à long terme les échanges commerciaux, la promotion des investissements et créera des opportunités économiques pour les communautés locales. Il contribuera également à la réduction de la pauvreté et à la croissance économique de cette région, en facilitant l'accès aux marchés pour les produits agricoles, halieutiques et d'élevage. Le projet concerne principalement les régions d'Atsimo-Andrefana et de Menabe, avec une composante de facilitation du commerce qui bénéficiera aux autorités douanières, aux opérateurs portuaires, aux entreprises et à l'économie malgache dans son ensemble.

Partenariat : Convention pour la gestion des déchets entre BNI Madagascar et STCV

EDMOND R. | 12 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

La BNI Madagascar confirme son engagement en faveur du développement durable. La banque vient de franchir une nouvelle étape dans sa démarche écoresponsable en signant une convention avec la Société de tri compactage et valorisation (STCV), qui œuvre dans la gestion des déchets.

« Cette signature s'inscrit dans une série d'actions concrètes entreprises par BNI pour réduire son empreinte écologique », indique la banque dans un communiqué. Il s'agit notamment du recyclage de ses matériels informatiques, la digitalisation de ses processus pour limiter l'usage de documents physiques et ses initiatives de reboisement.

Développement durable. Ce partenariat entre les deux parties traduit une volonté commune : adopter des pratiques de gestion des déchets respectueuses de l'environnement tout en sensibilisant les collaborateurs à des comportements écoresponsables. Rappelons que STCV a été un des lauréats du programme « BNI Lovainjafy » pour l'édition 2023, qui est un programme en partenariat avec le ministère de développement Durable, pour soutenir les entreprises engagées dans des projets à fort impact social et environnemental. Ce programme, soutenu par des acteurs comme le PNUD et WWF, offre un accompagnement financier et technique aux lauréats sélectionnés, incluant des subventions et une ligne de crédit à taux 0 %.

Cette initiative vise à promouvoir le développement durable en favorisant des projets innovants ayant un impact positif sur l'environnement. Suivi. Par la concrétisation de ce partenariat, BNI renforce son engagement envers une entreprise en laquelle elle a cru, en la distinguant à travers le programme « Lovainjafy ». Les axes majeurs de la collaboration entre BNI MADAGASCAR et STCV incluent : Une gestion optimisée

des déchets : les déchets cartons, papiers et plastiques du siège de BNI Madagascar Analakely seront collectés, traités et valorisés conformément à des normes environnementales rigoureuses.



Une traçabilité et une transparence garanties : Chaque étape de traitement sera documentée à travers des rapports mensuels, permettant un suivi précis et mesurable des opérations. Ce partenariat vise à réduire les déchets tout en favorisant le recyclage, contribuant ainsi activement à la préservation de l'environnement. Cette collaboration marque une étape significative dans l'engagement de BNI Madagascar en faveur de la durabilité. Elle illustre une vision commune avec STCV : transformer les défis environnementaux en opportunités d'innovation et de progrès.

Production aquacole : Les besoins nationaux estimés à environ 307.000 tonnes

ARH. | 12 DÉCEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

La production aquacole de Madagascar, a atteint 30.000 tonnes en 2023. Mais, ce volume demeure très inférieur aux besoins nationaux, estimés à 307.000 tonnes par an. Selon le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, Paubert Mahatante, le pays possède un potentiel de production bien plus important.

Actuellement, Madagascar dispose de 17 Zone d'émergence piscicole (ZEP). « Or, 70 ZEP sont nécessaires d'ici 2030 pour atteindre cet objectif de 307.000 t », selon le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue. « La production d'alevins reste également un défi majeur : alors que le pays a besoin de 600 millions d'alevins par an, la production actuelle se limite à 40 à 50 millions ».

Dans la région Fitovinany, le fokontany Anivosoa, commune rurale d'Imarofarihy, abrite la plus grande ZEP de Madagascar, située à Ivakoana. Les travaux de construction seront achevés d'ici trois mois, a-t-on appris. Cette infrastructure, de par son potentiel multifonctionnel, pourra produire jusqu'à 9,2 tonnes de poissons par cycle de production et qui pourrait atteindre 18 tonnes par an grâce à ses deux cycles de production semestriels. Elle s'impose comme un centre d'excellence, avec son laboratoire intégré et ses capacités de production élevées. Étudiants et chercheurs y mènent des études et recherches relatives à l'amélioration du patrimoine génétique.

Investissement du Fida : Plus d'un milliard USD depuis 1979

ARH. | 12 DÉCEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Depuis 1979, le Fonds international de développement agricole (Fida) a soutenu Madagascar à travers 18 programmes et projets d'investissement, pour un financement global dépassant le milliard de dollars. Plus de 505 millions proviennent directement des fonds propres du Fida, tandis que le reste résulte de cofinancements mobilisés en collaboration avec d'autres bailleurs et le gouvernement malgache.

Les résultats obtenus sont jugés satisfaisants, comme en témoigne une récente étude d'impact sur le programme FormaProd. « Cette étude a révélé que 84% des jeunes accompagnés ont vu une amélioration notable de leurs

revenus et de leurs conditions de vie », a souligné le représentant et directeur Pays du Fida pour Madagascar, les Comores, Maurice et les Seychelles.

En outre, le Fida s'engage à effectuer des analyses d'impact approfondies pour mesurer l'efficacité de ses interventions sur le terrain. Malgré ces avancées, les défis persistent. « La croissance démographique engendre de nouveaux problèmes, mais nous continuons à travailler avec le gouvernement pour les résoudre progressivement », a-t-il affirmé, insistant sur l'importance d'une coopération renforcée pour maintenir les progrès enregistrés.

Développement économique : Le secteur privé et l'État consolident leur partenariat

IRINA TSIMIJALY | 13 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les discussions nationales du secteur privé ont réuni les acteurs économiques de Madagascar pour définir de nouvelles résolutions.

Que de bonnes résolutions. Hier, à l'hôtel Radisson Blu Ambodivona, les acteurs du secteur privé de Madagascar se sont réunis pour discuter de la stratégie de développement du secteur privé.



Durant cette rencontre, le président du Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM), Francis Rabarijaona, a souligné l'importance d'une bonne coordination entre les

différents acteurs économiques. « Il est essentiel d'avoir un alignement parfait entre l'État malgache, les acteurs du secteur privé et l'Union européenne, qui travaillent ensemble pour soutenir l'émergence et le développement économique de Madagascar. Les salariés sont au cœur des entreprises, et le capital humain est essentiel », a-t-il précisé.

Les discussions et échanges ont aussi révélé un changement d'état d'esprit au sein du secteur privé, qui adopte désormais une approche plus constructive et partenariale envers l'État. L'objectif est de soutenir la croissance économique et de positionner Madagascar sur la scène internationale, en unissant les efforts des acteurs publics et privés.

Perspectives de coopération

En avril dernier, lors d'une rencontre entre le président de la République Andry Rajoelina et le secteur privé, plusieurs problèmes avaient été soulevés, particulièrement la question des tarifs préférentiels d'électricité pour certaines entreprises sensibles. D'autres demandes ont été abordées, parmi lesquelles le renforcement de la flotte de Madagascar Airlines pour la haute saison, la relance de grands projets hydroélectriques, et le lancement d'appels d'offres pour la réhabilitation urgente des routes nationales, la RN2 et la RN7.

Huit mois après cette rencontre, le président du GEM a affirmé que les échanges se poursuivent entre le gouvernement, le secteur privé et d'autres acteurs. « Les discussions continuent, des points doivent encore être améliorés, mais elles avancent et continueront », a-t-il déclaré. Le

ministre de l'Industrialisation et du Commerce, David Herizo Ralambofiringa, a, quant à lui, abordé plusieurs points importants. Il a souligné : « La gouvernance et l'action climatique sont des aspects essentiels de notre développement. Le secteur privé joue un rôle clé dans l'application des stratégies gouvernementales. »

Il a également précisé que des évaluations régulières étaient nécessaires : « Nous devons suivre les progrès réalisés pour garantir une meilleure visibilité du secteur privé. Chaque décision doit être prise dans un cadre d'objectifs communs et mesurables. » Cette assise marque le début d'un processus de transformation pour Madagascar, qui cherche à surmonter ses défis grâce à une coopération renforcée entre l'État et les acteurs privés. Les deux parties se sont engagées à travailler ensemble pour permettre à Madagascar de se hisser parmi les économies émergentes.

Climate Show : Conscientiser les jeunes sur le changement climatique

IRINA TSIMIJALY | 13 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

The Climate Show est un spectacle interactif conçu pour sensibiliser les jeunes aux défis du changement climatique. Cette initiative résulte d'une collaboration entre l'UE et la COI.

Madagascar compte une population majoritairement jeune. Environ 65,5% des Malgaches sont âgés de moins de 34 ans, selon les données fournies par l'Union européenne. Cependant, le pays fait face à des menaces croissantes liées au changement climatique, telles que les inondations, les sécheresses, les cyclones ou encore l'érosion des sols. Dans ce contexte, l'Union européenne (UE) et la Commission de l'océan Indien (COI) ont lancé un projet intitulé « The Climate Show », visant à sensibiliser à l'urgence climatique.

Ce projet, fruit de la collaboration entre l'Union européenne et la Commission de l'océan Indien, a déjà été présenté dans plusieurs villes d'Europe et de l'océan Indien, notamment en Belgique, à La Réunion, à Mahé, aux Seychelles et aux Comores. Son objectif principal est de sensibiliser les jeunes à la crise climatique et de les pousser à s'engager activement dans la construction d'un avenir résilient. Jean-Yves Daue, l'un des initiateurs du projet, souligne : « Les jeunes sont l'avenir de nos sociétés. Si nous réussissons à semer de petites graines dans leurs esprits, pour qu'ils envisagent, plus tard, d'investir dans le développement durable, cela contribuera à préserver notre faune et notre flore ».

En matière d'investissements climatiques, l'Union européenne a déjà engagé 28 milliards d'euros à travers le monde, témoignant de son implication.

Expérience interactive

The Climate Show propose une expérience immersive alliant théâtre, cinéma et ateliers participatifs. Conçu sur une période de trois ans par une équipe de quarante experts (scénaristes, vidéastes, scénographes, etc.), ce spectacle interactif de 45 minutes invite le public à débattre des enjeux du changement climatique et à proposer des

solutions concrètes. Une intelligence artificielle ludique, nommée GalA, guide les spectateurs dans cette exploration, enrichie par les interventions de scientifiques reconnus, comme François Gemenne (membre du GIEC), et de figures engagées telles que Cyril Dion, réalisateur du film « Demain ». Les 16 et 17 décembre 2024, Madagascar accueillera pour la première fois ce spectacle au palais des sports Mahamasina.



En dépit des avancées technologiques limitées à Madagascar, l'ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Madagascar et de l'Union des Comores, Roland Kobia, a tenu à rassurer : « Il est vrai que l'intelligence artificielle n'est pas très développée ici, mais ce que j'ai observé ces trois derniers mois, c'est qu'il y a beaucoup d'intelligence, même si elle n'est pas artificielle ». Le projet vise à impliquer environ huit cents jeunes Malgaches et leur offrir une opportunité unique de réfléchir et de contribuer aux solutions face à la crise climatique.

Tourisme : Les croisières vont s’amuser à Tolagnaro

ERIC RANJALAHY | 13 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une excellente nouvelle pour les professionnels du tourisme à Tolagnaro.



Dix escales de navires de croisière sont prévues au port d'Ehoala jusqu'en juillet 2025. Ces paquebots transporteront des milliers de touristes qui vont visiter la ville de Tolagnaro et ses environs. Les hôtels et les restaurants vont en profiter. De même que les autres activités, comme les transports et l'artisanat local, avec leurs produits de

qualité. Des articles de souvenir par excellence pour ces visiteurs venus d'ailleurs.

La saison 2024-2025 des croisières au Port d'Ehoala a été ouverte le vendredi avec l'escale du navire MS Hebridean Sky. Déjà familier du port d'Ehoala, il est resté à quai pendant deux jours, les 6 et 7 décembre, avant de repartir vers Toliara. Il reviendra à Tolagnaro les 23 et 24 décembre prochains.

Les passagers de ces voyages sont souvent des gens fortunés, avides de découvertes et de nouvelles sensations au gré des escales autour du monde. À nous de les accueillir dans les règles de l'art.

Depuis son ouverture au public en juillet 2009, le port d'Ehoala a accueilli soixante-dix navires de croisière transportant plus de cinquante-et-un mille croisiéristes, confirmant sa position en tant que porte du Sud de Madagascar et levier de l'économie de la région Anôsy. Une forme d'attractivité à faire valoir pour promouvoir des images positives du pays.

État – secteur privé : Un objectif de 7% de taux de croissance annuel, dans les 15 prochaines années

EDMOND R. | 13 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

L'État et le secteur privé sont plus que jamais déterminés pour relever le défi du développement économique.

Ils l'ont, une fois de plus, démontré, hier, lors des assises du secteur privé qui se sont déroulées au Radisson Blu Hôtel et à l'issue desquelles une importante résolution a été signée pour la mise en œuvre de la Stratégie de développement du secteur privé (SDSP).

Historique

« En accord avec les piliers qui soutiennent la politique générale de l'État pour la transformation économique de Madagascar, l'État accompagne le secteur privé dans la mise en œuvre de la Stratégie de Développement du secteur privé (SDSP) en vue de l'atteinte de ses objectifs à l'horizon 2040 », lit-on dans cette résolution qui peut être qualifiée d'historique dans la mesure où c'est l'une des premières fois où les deux parties s'engagent d'une manière solennelle pour un objectif de croissance clairement chiffré et assorti d'un délai de réalisation. Il s'agit en l'occurrence d'atteindre une moyenne de 7% de taux de croissance économique annuelle. Cet objectif principal passe par deux autres facteurs où le secteur privé joue un rôle déterminant. À savoir : porter à 30% la contribution du secteur industriel au PIB et accroître à 15% le taux d'emploi formel de la population active.

Levier fondamental de développement

Le président du Groupement des entreprises de Madagascar, Francis Rabarijohn, n'a pas manqué de se féliciter de cette disposition de l'État à appuyer le secteur privé dans sa démarche de développement industriel.

En effet, pour le GEM, « le secteur privé est un levier fondamental, pour un développement inclusif et représente un partenaire stratégique pour le secteur public, afin d'atteindre les objectifs de développement durable ». Pour le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, David Ralambofiringa, ce partenariat public-privé pour le développement va de soi et des chemins ont été déjà parcourus pour sa réalisation effective. « Les assises du secteur privé sont une opportunité de remobiliser nos forces, de continuer et de renforcer les actions déjà réalisées et mettre en œuvre d'autres initiatives », a déclaré le ministre de tutelle du secteur privé. L'objectif étant de réaliser les trois piliers fondamentaux du PGE que sont : le développement du capital humain, l'industrialisation et la bonne gouvernance.

Actions

Grâce, en tout cas à cette résolution, les bases de la croissance tirée du secteur privé sont renforcées. Il reste maintenant à poursuivre les actions déjà entreprises. Et les deux parties sont plus que jamais déterminées. Il ressort notamment de cette stratégie du secteur privé que « le secteur privé souhaite contribuer à l'objectif prioritaire de l'Etat pour réduire la pauvreté et améliorer le pouvoir d'achat ; tout en poursuivant les actions pour rattraper le retard de développement, en jouant pleinement son rôle, et en constituant un véritable partenaire de développement, en symbiose avec le gouvernement ». Le ministre David Ralambofiringa a pour sa part rassuré le secteur

privé quant à la détermination du gouvernement, à travers son département de renforcer un climat des affaires propices et de renforcer les dispositifs pour la formalisation des entreprises et la création de valeur ajoutée.

Ambitieux et réalisables

À noter que l'élaboration de cette stratégie bénéficie de l'appui des partenaires techniques et financiers, notamment dans le cadre de la coopération économique entre

la délégation de l'Union européenne en faveur du développement du secteur privé. Roland Kobia, ambassadeur de l'Union Européenne, a d'ailleurs réitéré sa volonté d'œuvrer pour la poursuite de cette initiative destinée à booster le développement économique de Madagascar, à travers ces objectifs ambitieux et réalisables. Notons, également, la présence de la ministre des Affaires étrangères Rasata Rafaravavitaika, lors de ces assises du secteur privé.

Volobe Amont : Lancement des travaux pour désenclaver les communes rurales autour du projet

ANTSIA R. | 13 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Un accord de partenariat pour la réhabilitation de la piste reliant Fanandrana à Ambodilazana a été signé hier, entre le projet Volobe et les autorités. Le lancement officiel des travaux s'est tenu, le jour de cette signature.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet Volobe. Outre la transformation du secteur énergétique touchant plusieurs régions du pays, Volobe représente également une initiative structurante visant à stimuler le développement économique et social dans la région Atsinanana. D'après les signataires de l'accord de partenariat, la piste, longue de 33,8 kilomètres, est actuellement difficilement praticable, notamment en saison des pluies, isolant plus de 73 000 habitants répartis dans les communes de Fanandrana, Ambodilazana, Satrandroy et Ifito. Sa réhabilitation est perçue comme une étape déterminante pour désenclaver ces zones rurales et favoriser le transport des produits agricoles, essentiels à l'économie locale.

Main dans la main

Le chantier, prévu sur une durée de six mois, sera mené en deux phases. La première phase, qui durera deux mois, se concentrera sur le traitement des zones critiques et la réhabilitation de deux ponts essentiels à

la circulation. La seconde phase, étalée sur quatre mois, permettra de consolider les travaux par le reprofilage et la construction de nouvelles infrastructures, incluant sept cunettes en moellons et des déviations temporaires sur 15 ponts. Ce projet repose sur une collaboration public-privé exemplaire, impliquant la Région Atsinanana, la commune de Fanandrana, la CGHV, ainsi que des entreprises privées comme la Savonnerie Tropicale et Ivondro Carrière. Chaque acteur contribue activement : la Région assure le suivi technique et met à disposition les engins, la commune veille à l'entretien futur de la piste, tandis que les entreprises privées fournissent matériaux et main-d'œuvre. Pour Rémy Huber, DG de CGHV, ces travaux incarnent une vision inclusive, visant à transformer la région en un véritable hub économique. « Ces travaux sont une première étape vers un développement durable, ouvrant la voie à une meilleure accessibilité, des opportunités économiques et une amélioration des conditions de vie pour les habitants », a-t-il déclaré.





 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

